



SEMAINE EUROPÉENNE DE LA DIPLOMATIE CLIMATIQUE

#Climadiplo

#United4Climate



UNITED FOR
CLIMATE ACTION

DU 26 sept. 20
AU 7 oct. 19

À BAMAKO



Restez connectés et suivez
quotidiennement toutes les
activités de l'évènement:



@JSTMALI



WWW.JSTM.ORG





SEMAINE EUROPÉENNE DE LA DIPLOMATIE CLIMATIQUE

DU 26 SEPTEMBRE AU 7 OCTOBRE 2019 À BAMAKO

PROGRAMME DES ACTIVITES

DATE	HEURE	LIEU	ACTIVITÉ
Jeudi 26 Septembre	8H30 - 17H	Hôtel Salam	Restitution de l'étude PEP - Profil environnemental de pays du Mali
Vendredi 27 Septembre	8H30 - 12H30	CICB	Fridays for the future
Mercredi 2 Octobre	11H	CAP (Centre d'Animation Pédagogique) de Magnambougou	Activité de plantation d'arbres avec l'Association Climates - Mali
	14H - 19H	MAEVA PALACE	Restitution des résultats de l'étude sur la Qualité de l'air à Bamako
Jeudi 3 Octobre	8H30 - 12H	Salle de documentation de la Faculté de Droit Public (USJPB)	Présentation et discussion avec les jeunes des résultats de l'étude Profil environnemental de pays du Mali (suite à la restitution du PEP Mali)
	14H - 17H	Ecole fondamentale Aminata Diop - Lafiaougou - Commune IV	Conscience environnementale dans les écoles "La Caravane du recyclage" Formation artistique des "Clubs verts"
Samedi 5 Octobre	10H - 15H	Ecole fondamentale Aminata Diop - Lafiaougou - Commune IV	Conscience environnementale dans les écoles "La Caravane du recyclage" Concours inter "Clubs verts"
Lundi 7 Octobre	-	Hôtel Salam	Conférence de presse de clôture : présentation de mesures contre le changement climatique par le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable



— PORTRAIT —



Pr AKORY AG IKNANE,
**PIONNIER DES STRUCTURES DE SANTÉ
COMMUNAUTAIRE AU MALI**

**LE KARITÉ AU MALI,
UN TRÉSOR MAL EXPLOITÉ**

**IST/VIH : UNE ÉTUDE RÉVÈLE LE
COMPORTEMENT SEXUEL DES
ADOLESCENTS AU MALI**

SOMMAIRE

ACTUSCIENCE NATIONALE



P.5

LE KARITÉ AU MALI, UN TRÉSOR MAL EXPLOITÉ



P.6

IST/VIH: UNE ÉTUDE RÉVÈLE LE COMPORTEMENT SEXUEL DES ADOLESCENTS AU MALI



P.7

MALI: UN SCÉNARIO CLIMATIQUE PRÉVOIT UNE SÉCHERESSE À L'HORIZON 2025



P.8

SANTÉ : REMISE DE DIPLÔMES AUX 22 SPÉCIALISTES MALIENS INTRONISÉS DU COLLÈGE OUEST AFRICAIN DES MÉDECINS



P.9

LES LARVES DES LÉPIDOPTÈRES : QUELS SONT CES NOUVEAUX ENVAHISSEURS À BAMAKO?



P.10

MÉDECINE DU SPORT : 3 QUESTIONS AU PR MAMADOU KONÉ, SUR UNE DISCIPLINE MÉCONNUE AU MALI



P.11

MALI : LA SEMAINE EUROPÉENNE DE LA DIPLOMATIE CLIMATIQUE, C'EST DU 26 SEPTEMBRE AU 07 OCTOBRE 2019

saviez-vous ?

P.12

LES TOMATES ONT PLUS DE GÈNES QUE LES HUMAINS !

ACTUSCIENCE INTERNATIONALE



P.14

LE PRIX À PAYER POUR ÉRADICUER LE PALUDISME



P.16

ROUGEOLE : TROIS FOIS PLUS DE CAS QU'EN 2018

TECHNOLOGIE INNOVATION



P.17 IZ: A BAMAKO, UNE STARTUP MISE SUR LES DÉCHETS DES WC



P.18

LIMMORGAL : QU'EST DEvenu LE PREMIER ORDINATEUR MADE IN MALI?

L'INSTITUTION DU MOIS



P.19

AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI : ATTEINDRE UN POTENTIEL NATIONAL DE 38% D'ICI 2030

LE SCIENTIFIQUE DU MOIS



P.20

PORTRAIT : PR AKORY AG IKNANE, PIONNIER DES STRUCTURES DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE AU MALI

LE SCIENTIFIQUE DU MOIS



P.22

RECHERCHE EN MÉDECINE TRADITIONNELLE: PROF MAMADOU KOUMARÉ FAIT GRAND OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MALI

LE KARITÉ AU MALI, UN TRÉSOR MAL EXPLOITÉ

A lui seul, le Mali représente 23% de la production mondiale de noix de karité. Ce qui fait de notre pays, selon la FAO, le deuxième plus gros producteur mondial de karité après le Nigeria.

En 2008, le Mali, indique l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), a produit 190 000 tonnes d'amandes de karité. La même année, une étude de Myriam Lafleur, une Canadienne, sur la production de karité dans les pays sahéliens estime le potentiel de production du Mali à 250 000 tonnes. Soit, le taux de production le plus élevé de la sous-région ouest-africaine.

Malheureusement, avec 50 millions de pieds de karité tout comme au Nigeria, le Mali pêche dans l'organisation de ses filières de production et de commercialisation. Ainsi, l'étude Lafleur révèle que notre pays exporte seulement 3 000 tonnes de beurre de karité. Au moment, le Togo qui occupe le 7^e rang mondial des pays producteurs de karité exporte jusqu'à 15 000 tonnes de beurre de karité.



Autre conséquence de la désorganisation du secteur au Mali, en 2006, le Burkina Faso devient le premier pays à offrir un beurre de karité certifié. Le pays occupe, à ce jour, la première place des exportateurs de beurre de karité. Pourtant, le Burkina s'approvisionne en amandes de karité au Mali. Car, sa production d'amandes de karité estimée seulement à 75 000 tonnes est insuffisante pour ses besoins de consommation et d'exportation.

Dans son rapport de 2011, la Fédération nationale de Karité (FNK) pointe du doigt les principaux problèmes du secteur au Mali. Il s'agit entre autres de: la faible organisation des acteurs; la faible maîtrise des

techniques améliorées; l'insuffisance d'infrastructures pour la conservation des noix bouillies séchées; les difficultés d'accès aux emballages appropriés; l'insuffisance d'infrastructures de collecte, de vente et de transport; les difficultés d'accès aux informations des marchés.

En exécution au ministère de la Promotion de la Femme, le Projet karité Mali estime à trois millions, le nombre de femmes exerçant dans ce secteur. 80% de leurs revenus annuels y proviennent. Si au Mali, le travail de karité est saisonnier, au Burkina par contre, les femmes y exercent toute l'année. Là-bas, on l'appelle : « l'or des femmes ».

JSTM.ORG

IST/VIH: UNE ÉTUDE RÉVÈLE LE COMPORTEMENT SEXUEL DES ADOLESCENTS AU MALI

Une équipe de chercheurs maliens se sont penchés sur la connaissance des adolescents sur les Infections Sexuellement Transmissibles (IST) et la planification familiale. Publiée dans la Revue malienne de science et de technologie, l'étude montre les adolescents de moins en moins soucieux face à ces questions.



«Sur dix adolescents testés quatre ont été déclarés séropositifs ». C'est le résultat d'une sérologie effectuée au Centre de Santé de Référence de la Commune IV du district de Bamako. Pour l'équipe de chercheurs, dirigée par le Professeur Moustapha Touré, le constat est clair. On observe un comportement paradoxal des adolescents dans l'activité sexuelle. La plupart d'entre eux ont une connaissance suffisante des IST/VIH. Mais seuls quelques-uns font usage des méthodes contraceptives.

«Sur 611 lycéens, 470 reconnaissent avoir déjà eu des rapports sexuels. Seulement 18,50% ont utilisé le préservatif lors du premier rapport», indique une étude faite en 2006, au Lycée

Mamadou SARR et parue dans la Revue malienne de science et technologie en octobre 2014. Un autre facteur de risque d'exposition aux IST/VIH est le nombre souvent élevé de partenaires chez les adolescents. 87,14% des filles et des garçons interrogés ont admis avoir 2 à 5 partenaires.

Pourtant, l'adolescence est la catégorie d'âge la plus exposée aux problèmes de santé sexuelle. L'étude dévoile que la tranche d'âge de 15 à 19 ans présente un haut risque de contraction de maladies sexuellement transmissibles (MST). Il en ressort aussi que les MST développées par plusieurs adultes l'ont contractées dans leur adolescence.

Bacai Yalcouyé | JSTM.ORG

JSTM.ORG

vous accompagne dans vos événements scientifiques partout au Mali

DOCUMENTAIRE

ENQUÊTE

REPORTAGE

MALI: UN SCÉNARIO CLIMATIQUE PRÉVOIT UNE SÉCHERESSE À L'HORIZON 2025

Les ressources naturelles du Mali sont confrontées au problème de changement climatique. Cette situation entraîne l'augmentation globale de la température et la mauvaise répartition de la pluviométrie. Une équipe de chercheurs maliens ont mené une étude sur les conséquences futures du changement climatique au Mali. Les résultats sont alarmants.



Intitulée «Etude des perspectives de changement climatique au Mali», les résultats des travaux ont été publiés en 2004. Pourtant, ils sont toujours d'actualité. Car, les révélations du dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publié, le 08 août 2019, sont aussi très alarmantes. Il ressort que la planète se réchauffe deux fois plus vite que la moyenne mondiale. Il y a quinze ans, pourtant, des chercheurs de l'Ecole Nationale d'Ingénieurs (ENI), du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST) et de la Direction Nationale de la Météorologie (DNM) alertaient sur des vagues de sécheresses qui menacent le Mali.

Pour émettre leur scénario climatique, les chercheurs ont utilisé des données de la Direction Nationale de la Météorologie du Mali. Ces données portent sur les séries disponibles depuis l'origine des stations jusqu'en 2000. Elles sont relatives: à la température minimale, à la température maximale et à la température moyenne. Ainsi, dans les localités de Bougouni, de Sikasso, de Koutiala, de Dioïla et de Yanfolila, les chercheurs prévoient une diminution nette de la pluviométrie. Aussi, la situation de sécheresse serait constatée sur la première moitié de l'hivernage (mai, juin et juillet) à partir de 2025. Pis, alertent les scientifiques maliens, la même situation pourrait s'installer dès

l'horizon 2020, si la réaction du climat aux perturbations devenait plus rapide.

«Les résultats de la simulation montrent, dans toutes les localités, une diminution de la pluviométrie qui se traduirait par un déplacement des isohyètes vers le sud», rapporte l'équipe de chercheurs menée par Famouké Traoré de l'ENI. Le cas de la localité de Sikasso, indiquent les chercheurs, est une illustration de cette situation. «Par contre, partout les températures seraient à la hausse de 0,62°C à 1,55°C par rapport à la normale 19961-90», conclut-ils.

Mariama Diallo / JSTM.ORG

SANTÉ:

REMISE DE DIPLÔMES AUX 22 SPÉCIALISTES MALIENS INTRONISÉS DU COLLÈGE OUEST AFRICAIN DES MÉDECINS

La cérémonie de remise des diplômes aux spécialistes maliens du collège Ouest Africain des Médecins s'est tenue ce samedi 7 septembre 2019. Elle a eu lieu à l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Bèye de Bamako, en présence du représentant du ministre de la Santé et des Affaires sociales, de la présidente du WACP/COAM Pr Eveline Houenou-ABGO, du président de la section malienne du collège, Pr Toumani Sidibé et de nombreuses personnalités dans le domaine médical.

22 médecins spécialistes ont reçu leur diplôme du Collège Ouest Africain des Médecins. Le West African college of physicians (WACP/COAM) a été créé en octobre 1976, son siège est à Lagos (Nigeria). Il a en son sein des professionnels de spécialités telles que: la médecine communautaire, la médecine de famille, la médecine interne, la médecine



de laboratoire, la pédiatrie et la psychiatrie. Elle comporte également une institution spécialisée de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) dans les pays de la CEDEAO.

Véritable institution spécialisée dans le domaine de la médecine en Afrique de l'Ouest, le WACP est également une référence dans la formation professionnelle continue conformément aux normes internationales. L'un de ses objectifs est de: promouvoir les normes de la pratique professionnelle tout en s'assurant de l'éthique et la morale dans les spécialités médicales ainsi

que dans la santé et les soins en Afrique de l'Ouest. «Le collège identifie les médecins qui devront être désignés comme médecins spécialistes en fonction de leur qualification et expérience», a affirmé Pr Eveline Houenou-ABGO, présidente de WACP.

«C'est un sentiment de joie qui m'envahit», a indiqué Pr Toumani Sidibé, après avoir reçu la Chartre du WACP. Le représentant du ministre de la Santé a salué l'adhésion du Mali au Collège Ouest Africain des Médecins. Il a ensuite félicité, les diplômés qui ont preuve d'«excellence».

Koundé Cissé | JSTM.ORG

LES LARVES DES LÉPIDOPTÈRES : QUELS SONT CES NOUVEAUX ENVAHISSEURS À BAMAKO?

Il y a quelques semaines, les larves de lépidoptères étaient visibles à Bamako. Appelée en bambara «Toumoun chiman» (chenille à poil), la larve des lépidoptères se nourrit pratiquement que d'herbe. Le bon déroulement de leur cycle de vie exige certaines conditions environnementales : prolifération des herbes sauvages, forte humidité, abondance de plantes, de cultures...



Les lépidoptères sont une famille d'insectes holométaboles dont la forme adulte est communément appelée papillon. Ils ne se nourrissent que d'herbes et de plantes. C'est pourquoi on les aperçoit pendant l'hivernage, moment pendant lequel, l'herbe est abondante. Les chenilles subissent plusieurs mutations avant d'atteindre leur stade suprême ou adulte connu sous le nom de papillon : œuf Chenille Chrysalide Papillon.

Selon le microbiologiste Adoungna Kassogué, enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences et Techniques, ces chenilles sont le résultat de l'éclosion des œufs de papillons. Les papillons après s'être accouplés pondent des œufs. Ils sont pondus, soit sur des herbes, soit sur des plantes ou sur des fruits. Une fois sorties de l'œuf, les chenilles se nour-

rissent, d'abord, de la végétation qui les a abritées. Commence alors une longue alimentation et ce, jusqu'à l'état de chrysalide.

En effet, les chenilles, à ce stade d'évolution, n'aspirent qu'à se nourrir et à grossir. C'est la période où, elles peuvent devenir très dangereuses pour les cultures. De plus, l'homme peut faire une réaction allergique une fois que la peau entre en contact avec ces insectes poilus. Cependant, les oiseaux, les margouillats et les rongeurs constituent les principaux prédateurs des chenilles.

La chrysalide est l'avant-dernier stade de développement. La chenille s'isole et s'immobilise dans un cocon pour se transformer en papillon ou encore son niveau adulte. En fait, elle se débarrasse de sa peau après avoir emmagas-

iné suffisamment de réserves de nourriture. «Là aussi l'environnement rentre en compte. La transformation de chrysalide en papillon se fait soit sur une feuille, soit sur la terre ou sur une plante», explique le biologiste.

Lors de la mue, les chenilles étant immobiles ne peuvent se nourrir. Pour survivre et faire normalement leurs transformations, elles puisent dans la réserve de nourriture faite à l'état larvaire. Après cette épate d'hivernation, les chenilles se transforment et donnent des papillons. La mutation est alors complète. La durée de vie d'un papillon est d'environ 15 jours. L'insecte va s'accoupler et pondre des œufs avant de mourir. Débute alors, un autre cycle composé de mutation et de transformation.

Omar Sissoko | JSTM.ORG

MÉDECINE DU SPORT :

3 QUESTIONS AU PR MAMADOU KONÉ, SUR UNE DISCIPLINE MÉCONNUE AU MALI

Professeur à la Faculté de Médecine, de Pharmacie et d'Odontostomatologie (FM-POS), le Pr Mamadou Koné est l'un des rares spécialistes en médecine du sport au Mali. Discipline exigeante, car ses pratiquants doivent, non seulement, être titulaire d'un diplôme en médecine, mais aussi, être licenciés en sport. Directeur de plusieurs thèses dans cette spécialité, le professeur Koné, ceinture noire, cinquième DAN en taekwondo (WTF) a accordé, au journal scientifique et technique du Mali, une interview...



Qu'est-ce que la médecine du sport ?

Elle est une spécialité biologique et médicale à part entière. Elle s'étudie dans des facultés et ou dans des instituts dédiés à cette discipline. Aussi, elle a pour objectif d'évaluer les capacités physiques et fonctionnelles (physiologiques) des pratiquants ou de ceux qui désirent commencer la pratique du sport.

Quelles sont les difficultés liées à la pratique de la médecine du sport au Mali ?

Au Mali, il existe plusieurs difficultés liées à l'exercice de cette spécialité médicale. D'abord, la

méconnaissance de la spécialité en tant que formation initiale et de spécialité; ensuite l'insuffisance de cadres capables d'appréhender les questions relatives à l'encadrement exigible. Enfin, le niveau de développement sportif du Mali est encore précaire alors que le sport aujourd'hui doit être professionnel et même scientifique pour analyser les performances individuelles de chaque sportif, de haut niveau surtout.

Avec l'aide de Cuba, le gouvernement malien construit un Centre de médecine sportive.

En tant qu'expert, qu'est-ce que l'ouverture d'un tel centre peut apporter au sport dans notre pays?

Sur le plan sportif, ce centre va permettre l'amélioration des performances sportives. Il va servir à la réduction des traumatismes sportifs et à la prolongation de la durée de vie sportive au haut niveau. Sur le plan économique, c'est aussi un centre bénéfique. Car, la réduction des cas pathologiques contribuera à une économie sur les charges sanitaires. Cela contribuera également à l'amélioration de la technologie en sport. La liste n'est pas exhaustive. Sur le plan médical, le centre va servir à une meilleure sélection des sportifs. Il va assurer une sécurité sanitaire et une meilleure prise en charge des problèmes sanitaires des sportifs.

Propos recueillis par Mamadou TOGOLA | JSTM.ORG

MALI : LA SEMAINE EUROPÉENNE DE LA DIPLOMATIE CLIMATIQUE, C'EST DU 26 SEPTEMBRE AU 07 OCTOBRE 2019

Le changement climatique constitue un multiplicateur de menace ayant pour effet d'exacerber des sources de conflits et d'insécurité existantes. Lutter contre le dérèglement climatique, c'est aussi lutter pour la paix au Mali.



Il n'est pas facile de déterminer les coûts spécifiques liés aux changements climatiques, car les pressions climatiques et l'action humaine sont interdépendantes. Ceci dit, la Contribution Déterminée à niveau National du Mali estime le coût global pour le pays du scénario d'atténuation 2030 à 40 milliards USD (23 812 Milliards F CFA) et du scénario d'adaptation à 10 milliards USD (5 953 Milliards F CFA). Ceci équivaut, respectivement, à 12 et 3 fois le budget de l'Etat en 2019.

Le renforcement de la réponse mondiale au changement climatique est une question d'extrême urgence.

L'économie du Mali repose essentiellement sur l'exploitation des ressources naturelles. La croissance démographique et les contraintes climatiques ont entraîné une surexploitation et une dégradation de ses ressources. Les populations les plus vulnérables sont les plus exposées aux effets déstabilisateurs du changement climatique.

Avec l'accord de Paris sur le changement climatique adopté en 2015, la communauté internationale a présenté un plan d'actions mondial afin d'éviter un désastre climatique en limitant le réchauffement de la planète à 2°C. Tout en poursuivant les efforts pour limiter le réchauffement

à 1,5°C, ce qui, quoi qu'il adviene, aurait des conséquences graves et en partie irréversibles.

Toutefois, nous savons qu'il y a un écart entre l'ambition globale de l'accord et le niveau actuel des efforts. Selon les estimations, les plans actuels en matière de climat présentés par les pays comme leurs contributions déterminées au niveau national à l'accord de Paris devraient nous amener à une hausse comprise entre 2,7° et 3,4° C.

La jeunesse développe une conscience sociale et environnementale de plus en plus forte. Elle a aujourd'hui la capacité et le pouvoir de transformer la société vers un avenir résilient face au changement climatique.

Il convient de rappeler que l'éducation représente l'une des armes les plus efficaces contre le changement climatique. A l'instar de Sanuva Initiatives qui oeuvre pour une "Conscience environnementale dans les écoles" à travers "La Caravane du recyclage", il convient d'encourager la jeunesse ainsi que les "jeunes pousses entrepreneuriales" afin qu'elles puissent tisser des liens intergénérationnels pour amener un réel changement culturel qui viendra étayer les efforts déployés pour un avenir plus durable. Ces derniers

mois, partout le monde, les jeunes ont fait entendre leur voix au sujet du changement climatique et de ses conséquences désastreuses pour la planète et pour tous. Les jeunes ont demandé aux gouvernements et à chacun d'entre nous de prendre des mesures.

L'Union européenne veut concentrer cette nouvelle édition sur la jeunesse et sa participation à l'action pour le climat.

Ainsi, la Délégation et les États membres de l'Union européenne veulent créer une occasion pour les jeunes de s'engager dans un échange franc mais constructif avec les responsables politiques et représentants de la société civile, notamment avec la célébration de «Fridays for the Future» et l'organisation d'un débat à l'Université. Également, il s'agira d'explorer des moyens concrets dans la vie quotidienne des jeunes pour les engager dans l'action pour le climat.

L'Ambassadeur de l'Union européenne au Mali, M. Bart OUVRY, participera activement aux côtés des jeunes et des autorités maliennes, aux activités de cette nouvelle édition.

LES TOMATES ONT PLUS DE GÈNES QUE LES HUMAINS !



La tomate, dont le génome a été décodé par les scientifiques, s'avère être un légume bien riche en gènes avec au total 31 760 gènes. Ce riche héritage génétique compte environ 7 000 gènes de plus que celui d'un être humain, cela constitue un casse-tête complexe pour les scientifiques qui souhaitent en comprendre les secrets.

Grâce à des techniques avancées et un matériel professionnel de laboratoire, un consortium de phyto-généticiens de 14 pays a passé neuf ans à décoder le génome de la tomate dans l'espoir d'en créer de meilleurs. Les scientifiques ont séquencé les génomes de deux

variétés de tomates, leurs résultats ont été publiés en ligne, en 2012, dans la revue Nature.

La tomate, bien que fruit pour les botanistes, a été déclarée légume par la Cour suprême des États-Unis. Le verdict n'est pas déraisonnable

étant donné que la tomate a un proche cousin qui est un légume, à savoir la pomme de terre. Les chercheurs rapportent que les génomes des deux plantes ont 92% de leur ADN en commun. La principale différence est que l'on pense que la pomme de terre possède des gènes qui détournent l'énergie de la plante pour qu'elle ne produise pas de fruits et aboutisse à la génération de tubercules.

Mais même avec le déchiffrement des génomes des deux

plantes, ces gènes n'ont pas encore été identifiés, a déclaré Daniel Zamir, généticien des plantes à l'université hébraïque de Jérusalem et l'un des deux principaux auteurs du rapport.

Le génome de la tomate présente à la fois un intérêt intrinsèque et une clé pour comprendre la famille très polyvalente de plantes à laquelle elle appartient. Outre la pomme de terre, la famille des solanacées, comme on l'appelle, comprend le tabac, le poivron et l'aubergine.

JSTM.ORG

vous accompagne dans vos événements
scientifiques partout au Mali

REPORTAGE

ENQUÊTE

DOCUMENTAIRE

L'EQUIPE

Directeur de publication
Hilaire DIARRA
hilaire.diarra@jstm.org

Editeur en chef
Mardochee BOLI
mardochee.boli@jstm.org

Rédacteur en chef
Mamadou TOGOLA
mamadou.togola@jstm.org

Rédaction
Mamadou Diakité,
Hadjiratou Maïga,
Sissoko Omar,
Rokaya Sereta
Karina Grâce Dabou,
Korotoumou Coulibaly
Néma Doumbo
Mariama Diallo
Koundé Cissé
Mariam Aldjou
Djénéba Koné

Infographiste
Abel Agblevo

Ne manquez pas la
parution de votre
magazine

Inscrivez-vous
à notre newsletter sur jstm.org

Contact : 79 26 95 77

LE PRIX À PAYER POUR ÉRADIQUER LE PALUDISME

Un programme mondial visant à éradiquer le paludisme au cours des prochaines décennies a été accueilli avec prudence par les scientifiques et les praticiens, en raison des coûts additionnels proposés, jugés élevés.



Crédit image: Image de Emphyrio – Pixabay

La Commission de la revue Lancet sur l'éradication du paludisme a utilisé une nouvelle modélisation pour prédire qu'avec de meilleures interventions et de meilleurs programmes de lutte contre le paludisme, la maladie pourrait être pratiquement éradiquée entre 2030 et 2050.

Cependant, pour atteindre cet objectif, les dépenses mondiales consacrées à la lutte contre le paludisme doivent augmenter de 2 milliards de dollars (près de 1200 milliards de Francs CFA) par an, a déclaré la commission, dans un rapport publié le 8 septembre par la revue.

«La question de savoir si et quand l'éradication sera atteinte reste une question ouverte, car l'histoire nous enseigne que l'évolution des parasites et des vecteurs change constamment les règles du jeu.»

| Sarah Reece, biologiste, Université d'Edimbourg

Les dépenses mondiales combinées pour l'éradication du paludisme ont atteint 4,3 milliards USD (environ 2556 milliards de

Francs CFA) en 2016, mais sont tombées à 3,1 milliards USD (1842 milliards de Francs CFA) en 2017. Depuis l'an 2000, le taux mondial d'incidence du paludisme a diminué de 36% et le taux de mortalité a chuté de 60%.

Bruno Moonen, directeur adjoint du département paludisme à la Fondation Bill and Melinda Gates, qui a financé le rapport, a déclaré : «Il est reconnu que compter sur le seul financement national ne suffira pas.

«L'astuce consistera à savoir comment combiner méthodes de prévention et traitement, de manière à obtenir le meilleur retour sur investissement.»

Mais d'autres experts dans le domaine doutent que des financements supplémentaires puissent être trouvés, en particulier dans les pays en développement, où les ressources sont déjà limitées. James Tibenderana, directeur technique du Malaria Consortium, a qualifié les objectifs de financement présentés dans la stratégie d'« im-

probables », soulignant que des dépenses élevées devraient être maintenues, même si le fardeau du paludisme se réduit - ce qui souligne le risque de résurgence dès que les dépenses diminueront.

« Même avec un financement interne accru, tel qu'un financement basé sur les impôts et une assurance maladie contributive, il resterait un écart important qui nécessitera une aide au développement accrue pour la santé », a-t-il déclaré.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, il y aurait eu 219 millions de cas de paludisme en 2017 et près d'un demi-million de décès. La stratégie propose une approche en trois volets pour éradiquer la maladie : une meilleure mise en œuvre des programmes de lutte contre le paludisme existants, l'innovation, pour développer de nouveaux outils - tels que des médicaments contre les parasites résistants et, éventuellement, un vaccin et l'augmentation de 2 milliards USD par an des dépenses au titre de la maladie.

Bruno Moonen a déclaré à SciDev.Net que les concepteurs de la stratégie étaient conscients des déficits de financement, en particulier dans les zones où le paludisme avait considérablement diminué. « Il est extrêmement avantageux d'atteindre l'incidence zéro, car nous savons que dans les endroits où cela a été réalisé, la résurgence est beaucoup moins probable », a-t-il déclaré. « Nous devons nous assurer que les ressources restent disponibles pour les pays. »

La stratégie de la Commission Lancet s'appuie sur le Programme mondial pour l'éradication du paludisme, lancé en 1955, mais suspendu il y a 50 ans, en 1969. Bruno Moonen a déclaré que le programme avait du mal à tenir compte de la pharmacorésistance des parasites du paludisme, tout en soulignant que cela ne devrait pas être perçu comme un échec.

« Si vous envisagez la réduction du fardeau, vous constaterez des gains énormes », a-t-il ajouté.

« Aujourd'hui, nous en sommes à un point très différent. Nous savons que nous observons une multirésistance aux médicaments dans certaines régions du monde et que nous avons un important stock de nouveaux médicaments. »

Sarah Reece, biologiste à l'Université d'Edimbourg, spécialisée dans le paludisme, a déclaré à SciDev.Net qu'il était nécessaire de disposer de nouveaux outils pour traiter les infections et contrôler les vecteurs de maladies, mais que les mesures existantes pourraient également être utilisées plus efficacement. « La question de savoir si et quand l'éradication sera atteinte reste une question ouverte, car l'histoire nous enseigne que l'évolution des parasites et des vecteurs change constamment les règles du jeu », a-t-elle ajouté.

La stratégie souligne que le fardeau le plus lourd du paludisme repose sur les pays les plus pauvres. En 2017, seuls 29 pays, dont 27 en Afrique, ont re-

présenté 85% des décès dus au paludisme. Le Nigeria et la République démocratique du Congo - avec une population nombreuse et des systèmes de santé défaillants - constituent 36% de tous les cas annuels.

Malgré des appels répétés à des dépenses supplémentaires, de nombreux médecins dans les pays en développement ont toujours recours aux méthodes traditionnelles de lutte contre le paludisme. Julius Mollel, chirurgien généraliste à l'hôpital de Nkoaranga en Tanzanie, a déclaré qu'à Zanzibar, où aucun nouveau cas de paludisme n'a été signalé cette année, le succès a été obtenu en fournissant aux centres de santé des kits de test et en distribuant gratuitement des moustiquaires imprégnées d'insecticide aux femmes enceintes et aux enfants de moins de cinq ans.

SciDev.net

CONTACTEZ-NOUS POUR VOTRE PUBLICITE





ROUGEOLE : TROIS FOIS PLUS DE CAS QU'EN 2018

Déclarée « disparue » dans certains pays, la rougeole est pourtant en hausse dans le monde depuis le début de l'année. L'OMS explique ce grand retour de l'épidémie par plusieurs facteurs: une négligence et une méfiance vis-à-vis des vaccins, des services sanitaires obsolètes et un non accès au vaccin. Les pays concernés par cette hausse se divisent entre l'Amérique Latine, l'Afrique, l'Asie et l'Europe.

La rougeole est une maladie virale respiratoire causée par un virus appelé morbillivirus de la famille des paramyxovirus. La maladie serait plus contagieuse que l'Ebola ou la tuberculose. La rougeole est l'une des causes de mortalité infantile les plus fréquentes dans les pays en voie de développement. Cette année, l'organisation Mondiale de la Santé (OMS) tire la sonnette d'alarme. Les pouvoirs publics, indique-t-elle, perdent du terrain dans la lutte contre la rougeole. Selon l'agence onusienne, les cas de rougeole ont triplé depuis le mois de Janvier dans le monde. L'Ukraine, le Yémen la République démocratique du Congo, le Madagascar sont particulièrement atteint.

364 808 cas ont été enregistrés du 1er janvier au 31 juillet 2019, contre 129 239 cas à la même période l'année, a indiqué l'OMS. Il s'agit des chiffres « les plus élevés » jamais enregistrés depuis 2006, a déclaré Christian Lindmeier, porte-parole à l'OMS, lors d'un point de presse à Genève. L'Organisation Mondiale de la Santé évoque d'autres hausses majeures en cours et les États-Unis qui connaissent leur plus grand nombre de cas de rougeole depuis 25 ans.

Pourtant, un vaccin efficace existe contre la rougeole. L'OMS explique donc cette flambée par une négligence et un scepticisme vis-à-vis des vaccins dans les pays développés. En Europe les mouvements anti-vaccin mettent

en avant l'inefficacité du vaccin contre la rougeole et surtout qu'il serait vecteur de la maladie d'autisme. Pour les pays en voie de développement, l'inaccessibilité aux soins médicaux, des troubles civile, une faible sensibilisation, et des systèmes de santé fragile.

Pas de solution miracle pour prévenir la maladie. L'OMS propose aux pouvoirs publics des campagnes de vaccinations pour endiguer l'épidémie. «En l'absence d'efforts rapides pour accroître la couverture vaccinale, on risque de réduire à néant des décennies de progrès contre cette maladie dévastatrice, mais parfaitement évitable», alarme Dr Soumya Swaminathan, de l'Organisation mondiale de la santé.

Omar Sissokol JSTM.ORG

BIOGAZ: A BAMAKO, UNE STARTUP MISE SUR LES DÉCHETS DES WC

Le biogaz est une énergie renouvelable. Il s'obtient par le compostage des déchets biodégradables et fermentés afin de produire du gaz pour la cuisson. Biogaz Energie, une startup malienne a décidé d'utiliser les déchets organiques des ménages à Bamako pour produire du gaz combustible. Le projet a été présenté lors du Total Challenge Startupper 2019.



Écologique, fiable et économique, le biogaz est, selon le startupper Yacouba Santara, une bonne alternative aux bonbonnes traditionnelles de gaz butane. Le projet Biogaz Energie, indique l'entrepreneur et ingénieur Télécom, réduira la déforestation et permettra de gérer certains types de déchets à Bamako.

En 2014, dans le cadre de la mise en œuvre de son projet « Biogaz familial au Mali », la Fondation GoodPlanet rapportait que la consommation nationale d'énergie au Mali est largement dominée par l'utilisation de bois et de charbon (plus de 80%), suivie du pétrole (16%) et de l'électricité (3%). Les zones du Sud du

pays sont par ailleurs soumises à une forte déforestation due à l'augmentation des besoins en surfaces cultivables. Pour lutter contre ce fléau, explique Santara, le biogaz est une bonne solution.

Aussi, avec une population de plus en plus grandissante, les problèmes de gestion des eaux de latrines sont récurrents dans les grands centres urbains. « Il n'est pas évident pour tout le monde de pouvoir décharger ses WC à tout moment », affirme Santara. Et d'ajouter: «Après la récupération de ces déchets, il n'existe pas de décharge finale et cela peut provoquer des maladies», ajoute-t-il, pour justifier la nécessité de son projet.

De la théorie... à la pratique

Si le pitch, à Total Challenge Startupper 2019, a convaincu le jury. La mise en œuvre du projet piétine. «Un prototype de Biogaz Energie est en construction», indique Yacouba Santara. Il devrait, explique l'entrepreneur, inciter les populations à adhérer à l'initiative. Le plus difficile, ajoute Santara, ce sera de réunir un minimum de 150 millions FCFA pour la construction d'une usine de production de Biogaz Energie.

Mariam Aldjou | JSTM.ORG

RETROUVEZ PLUS D'ARTICLES
SUR WWW.JSTM.ORG



LIMMORGAL : QU'EST DEVENU LE PREMIER ORDINATEUR MADE IN MALI?

Baptisé "Limmorgal", le premier ordinateur fabriqué au Mali a été lancé le 5 décembre 2013. A l'Agence des Technologies de l'Information et de la Communication (AGETIC). Depuis, aucune nouvelle. Le professeur Mamadou Diallo lam, son concepteur, nous en donne des nouvelles.

«Notre environnement n'est pas technologiquement prêt». Pour le professeur Mamadou Diallo lam, la principale difficulté pour les inventeurs au Mali se résume en cette phrase. La sentence est dure, reconnaît-il, mais c'est la réalité. Car, assure-t-il, pour avoir le moindre composant pour votre invention, il faut le commander à l'extérieur. Au final, votre invention que vous vouliez à moindre coût, revient encore plus chère.

A titre d'exemple, pour la conception de Limmorgal, une entreprise malienne a proposé 90 000 FCFA/pièce pour les écrans. Commandé à France, chaque écran coûte 100 000 FCFA y compris les frais de transport et les formalités douanières. «C'est dire que les rares entreprises que vous trouvez sur place, à mesure de produire ce que vous demandez, sont excessivement chères». Par conséquent, le Limmorgal, conçu pour rendre l'informatique accessible au Malien moyen, n'a jamais été commercialisé.



Qu'est-ce que le limmorgal?

Limmorgal, calculateur en Peulh, est un ordinateur bon marché. Son prix de revient, jugé compétitif, était fixé à 171 000 FCFA. Sa consommation énergétique est 24 Watts contre 350 pour les ordinateurs ordinaires. La particularité de la machine, selon Pr Mamadou Diallo lam, tient à son fonctionnement avec des logiciels libres notamment «Ubuntu». Le Limmorgal comprend une carte PC, un boîtier fixé à l'arrière qui contient la carte mère et les autres accessoires et terminaux de commande, un écran de type HDMI, une souris et un outil d'allumage de la machine. Son

unité centrale est sur la carte PC et son disque dur est une carte SD de 8, 16, 32 ou 64 Go.

26 appareils ont été conçus et installés au groupe scolaire de Boukassoumbougou. Ils ont fonctionné à l'énergie solaire depuis 2012. Mais les batteries des panneaux solaires sont en fin de vie. Cette année, l'école a eu des difficultés pour faire marcher les ordinateurs, nous informe Pr Diallo lam. Le Limmorgal est d'une capacité d'un giga de RAM et d'une vitesse de processeur de 1,4 Gigahertz (GHz). Mais le Pr Diallo annonce la sortie prochaine d'une nouvelle version à 2 Gbits de RAM et cadencée à 2 GHz.

Mamadou TOGOLA | JSTM.ORG

AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI :

ATTEINDRE UN POTENTIEL NATIONAL DE 38% D'ICI 2030

Créée le 01 octobre 2014, l'Agence des Energies Renouvelable du Mali (AER-MALI) est un centre de recherche spécialisée dans la vulgarisation et la promotion des énergies propres au Mali. Affiliée au ministère de l'énergie et de l'eau, l'AER a remplacé le Centre National des Energies Solaire (CNE-Solaire). L'AER œuvre aussi pour permettre une transition écologique. L'une de ses missions est d'élargir l'utilisation des énergies renouvelables en facilitant son accès à une grande majorité de la population malienne.



Située à Badalabougou, l'Agence des Energies Renouvelables a, à sa tête, Dr Souleymane Berthé. Le Mali est un pays énergétique par excellence. Ce potentiel peut être mis à profil dans les secteurs éoliens, solaire, eau etc... Or, aujourd'hui, ils sont mal exploités. Juste 5%. Et c'est peu. C'est pourquoi l'un des objectifs principaux de l'AER est de passer de 5% à 38% d'ici 2030.

Pour atteindre ces objectifs, les autorités ont assigné une certaine feuille de route à l'Agence pour mieux accentuer ses actions. Ce sont entre autres: Inventorier et évaluer le potentiel du pays en ressources d'énergies renouvelables, mener des activités de recherche et de développement dans le domaine des énergies renouvelables, mener des études et suivre la mise en œuvre des programmes et projets d'énergies renouvelables etc...

Le but de toutes ces recommandations est de gagner le pari d'une transition écologique réussie au

Mali. En leur qualité de centre spécialisé dans les énergies non polluantes et surtout en restant fidèle aux recommandations faites par les autorités, l'AER forme des étudiants, évalue la qualité et l'efficacité des appareils d'énergies renouvelable au Mali.

Selon Idrissa Traoré, Chef du département des Promotions des Investissement et des études Stratégiques : «L'AER a mené plusieurs recherches sur des appareils d'énergie renouvelables». En effet, dans la cour de l'Agence des appareils dont des panneaux solaires sont en phase d'essai.

Idrissa indique que les recherches en cours rentrent dans le cadre de l'évaluation de l'impact de la poussière sur l'efficacité des photovoltaïques, et la mesure de la vitesse du vent dans certaines régions du Mali. Selon les explications de M. Traoré, la poussière s'accumule sur la façade des panneaux solaire. Ce phénomène jouerait sur l'efficacité des appareils. La poussière couvre le panneau l'empêchant ainsi de

bien capter les rayons solaires. Ce qui va jouer sur le rendement énergétique de l'appareil.

Les études en cours doivent situer ces problèmes et y apporter des solutions. Dans le cadre de la mesure du vent, les recherches avaient pour objectif de localiser des zones pouvant abriter des éoliennes. En effet, dans la région de Kayes des travaux sont en cours pour l'installation des éoliennes.

Aussi, des projets d'installation de centrales solaires sont également en cours à Fana, à Ségou et à Sikasso. En matière de partenariat, l'AER travaille avec plusieurs collaborateurs dont l'ENI et la FST. Au-delà du Mali, ils sont en collaboration avec des organisations internationales notamment l'Agence Internationale des Energies Solaires. L'Agence des Energies Renouvelables, fait face actuellement à une pénurie de ressources humaines et une absence de financement.

Omar Sissoko | JSTM.ORG

PORTRAIT :

PR AKORY AG IKNANE, PIONNIER DES STRUCTURES DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE AU MALI

Le professeur Akory Ag Iknane est le premier médecin Directeur de l'Association de Santé Communautaire de Bankoni (ASACOBA). Cette structure de santé communautaire, premier centre du genre au Mali, est née en juillet 1988. Nutritionniste reconnu, le professeur Akory Ag Iknane n'a cessé de marquer le système national de santé de son emprunt. Une reconnaissance qui lui vaut d'être nommé, le 10 juillet dernier, Directeur Général de l'institut national de Santé Publique. JSTM vous retrace le parcours de ce chercheur qui a 30 ans de carrière.



«En 1989, le revenu moyen par habitant à Bankoni s'élevait à, seulement, 2000 FCFA par personne et par an», indique le Prof Akory Ag Iknane. Compte tenu de la précarité, ce quartier était surnommé «Zimbabwe». Malgré cette difficulté, ajoute Prof Iknane, les habitants de ce quartier ont cotisé plus de 500 000 FCFA. Cette somme, associée à l'appui de la Coopération française à hauteur de 1,3 millions FCFA et à un stock de médicaments de l'Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP) de Mopti, a permis la création de l'ASACOBA. A l'origine, explique le chercheur, l'ASACOBA signifiait Aw Sago Bala (C'est pour vous).

L'ASACOBA, raconte son premier médecin directeur, c'était un personnel de quatre agents. Car, il s'agissait d'une associa-

tion à but non lucratif. «Au bout de deux à trois mois, le recouvrement fait, grâce aux consultations, payait le salaire de la petite équipe», exprime, avec satisfaction, l'ancien directeur. Le centre, raconte-t-il, était d'abord composé d'un dispensaire et d'une pharmacie. Progressivement, un centre de l'enfance (pour la vaccination), une maternité et un laboratoire, ont été construits. Aujourd'hui, indique, avec fierté, le Pr Akory, il y a 1 363 centres de santé communautaire au Mali. Car, explique-t-il, toutes les autres communes se sont inspirées de cette expérience. «73% des consultations prénatales, au moins, se font dans un centre de santé communautaire», indique le Pionnier.

La pratique de la médecine... un sacerdoce

Détenteur d'un Doctorat d'Etat en Médecine Générale, le Prof Akory n'a pas hésité à mettre ses compétences au service de l'ASACOBA. «Faute d'électricité, je faisais les accouchements avec une torche frontale», se souvient-il, non sans émotion. «Depuis 1990, on recevait des stagiaires de France, de Canada», explique le Prof Akory. Ces stagiaires faisaient des rapports surprenants. Ainsi, le maire d'Angers a visité la structure et a financé la construction d'un nouveau centre pour un montant de 100 millions. 10% des fonds provenaient de l'ASACOBA et le reste de la Mairie d'Angers.

Co-directeur de thèse d'un certain Oumar Mariko, aujourd'hui député à l'Assemblée nationale du Mali, ce dernier a rendu, au Prof Iknane, un hommage à hauteur de son sacrifice. «Aîné en médecine, vous nous avez montré l'exemple. Un exemple de courage, d'attention prononcée pour les malades. Votre souci pour le travail bien fait et votre rigueur dans le domaine de la médecine ont sans doute permis de démontrer que la médecine communautaire, à travers ASACOBA, peut être une réussite. En effet, si l'ASACOBA a pu exister, grâce aux bonnes volontés et à la communauté de Bankoni, que serait-elle devenue si vous n'aviez pas accepté de «descendre au charbon»?... Vous êtes désormais le «prototype» de ce nouveau modèle. Soyez assuré de ma profonde gratitude et de mon indéfectible amitié», écrit Oumar Mariko, dans la page des remerciements de sa thèse en médecine.

Sur le fonctionnement des Associations de Santé communautaire (ASACO), le Pr Iknane explique, «le personnel de l'ASACO est payé par l'ASACO». Si ça marche très bien, ajoute-t-il, c'est parce qu'aucun fonctionnaire n'y travaille et le coût des soins est accessible à tous. L'Etat a cependant un rôle à jouer dans la gouvernance et le contrôle des structures de santé communautaire au Mali. Car, c'est à l'Etat de s'occuper des questions de régulation. «Autant l'ASACO doit avoir une gestion saine, transparente pour assurer un renouvellement démocratique des assistances, autant l'Etat doit assurer le contrôle de la gestion», assure le spécialiste.



Médecin... avant l'heure !

Marié et père de 4 enfants, le prof Akory est né le 11 novembre 1959 à Tessalit. Issu de la première promotion du lycée de Gao, le jeune Akory, classé parmi les cinq premiers, avait trois options pour le reste de ses études. Hésitant entre l'enseignement et la médecine, Akory finit par se souvenir de ses journées d'aide-soignant au côté de l'infirmier du lycée de Gao. Un rôle, en récompense à ses qualités d'excellent élève en Terminale, surtout en Bio. C'est le début des études en médecine. Détenteur d'un Doctorat d'Etat en Médecine Générale de l'Ecole Nationale de Médecine et de Pharmacie, en 1987, le Pr Akory est titulaire d'un DES en Santé Publique, d'un Certificat de Nutrition, d'évaluation économique des programmes santé au CIDEF de Paris et d'un Diplôme interuniversitaire de Médecine du Sport, de la Faculté Aix-Marseille II.

Médecin-responsable au plan national des enquêtes alimentaires et nutritionnelles au sein du Système d'Alerte Précoce (SAP), le Pr Akory lâche tout, un an plus tard, pour «descendre au charbon», comme le dit Oumar

Mariko. En 1997, lorsqu'il quitte l'ASACOBA, le prof Iknane occupe plusieurs postes et devient Directeur général du GIE Santé Pour Tous de 1997 à 2001, Puis chef du département Nutrition à l'Institut National de Recherche en Santé Publique jusqu'en 2012. De 2012 à 2015, il occupe le fauteuil de Directeur général de l'Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des Aliments (ANSSA). Puis, il est nommé, pendant un an, Directeur général de l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT).

Responsable du Département Nutrition puis Conseiller technique du Directeur de l'Institut National de recherche en Santé publique (INRSP), le Prof Akory Ag Iknane est nommé en juillet dernier, Directeur Général du nouvel Institut National de Santé publique (INSP) qui regroupe sept instituts et centres médicaux de recherche. Son ambition: attirer plus de fonds dans la recherche en santé publique et donner plus de visibilité aux actions de la nouvelle structure avec en ligne de mire la redevabilité vis-à-vis des populations maliennes auxquelles nous devons tout.

IBK A REMIS DES
DISTINCTIONS
HONORIFIQUES
À UNE DAME ET
À 10 HOMMES
AYANT MÉRITÉ DE
LA NATION.
Koulouba, le 05 septembre 2019

RECHERCHE EN MÉDECINE TRADITIONNELLE: PROF MAMADOU KOUMARÉ FAIT GRAND OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MALI

Auteur de plusieurs distinctions dont celui du Chevalier de l'Ordre International des Palmes Académiques du CAMES (OIPA/CAMES), le Prof Mamadou Koumaré, président de la Société Malienne de Phytothérapie a été élevé au rang de Grand Officier de l'Ordre national du Mali, la plus haute distinction nationale. Le chercheur a reçu sa médaille, le 5 septembre 2019, des mains du président de la République, au Palais de Koulouba.

Enfin, une distinction nationale pour ce pharmacien d'un autre genre que JSTM a rencontré en novembre 2017. Dans ce numéro de notre magazine, nous vous proposons le texte que nous avons rédigé sur le parcours de l'homme.

Pr Mamadou Koumaré: Ce pharmacien qui murmure à l'oreille des plantes

Le virus de la phytothérapie (médecine fondée sur les extraits de plantes et les principes actifs naturels), le jeune Mamadou Koumaré l'a contracté auprès du patriarche de la famille à Baguineda, où il est né en 1936.

Légèrement recourbé, sans doute, sous le poids des années, à 81 ans, le Pr Mamadou Koumaré est le doyen des pharmaciens du Mali. Malgré son âge, le « retraité actif » a de l'énergie à revendre. Ses journées, y compris les jours fériés, il les consacre, entière-

ment, à la recherche au siège de la Société Malienne de Phytothérapie (SMP) dont il est le président depuis 1998. Parallèlement à cette fonction, Pr Koumaré est aussi le président en exercice de la commission santé et actions sociales de l'Association malienne des anciens fonctionnaires internationaux des Nations Unies.

Les plantes... un amour de jeunesse

Maître de conférences agrégé des sciences pharmaceutiques en 1975 à Paris; Professeur de pharmacognosie; Directeur Général de l'Office Malien de Pharmacie ou encore Conseiller Régional au

Bureau de l'OMS/Afrique, chargé des technologies sanitaires modernes et traditionnelles. Un poste que le Pr Koumaré quittera en 1996 après dix ans de service et après avoir élaboré et faire adopter le programme de médecine traditionnelle du Bureau régional pour l'Afrique.

Sans risque de se tromper, on peut affirmer, aujourd'hui, que le Pr Mamadou Koumaré a consacré toute sa vie à la médecine traditionnelle. Bien plus qu'une activité, la guérison par les plantes est pour lui une passion contractée dès le plus jeune âge. «Après mon diplôme en pharmacie, j'ai entamé des recherches sur les plantes médicinales africaines, au centre de recherches sur les toxicités de Toulouse», indique-t-il. «C'était pour moi tout naturel, car dans ma famille le patriarche était un guérisseur. J'avais déjà une certaine connaissance des plantes», se confie-t-il.

Docteur honoris-*causa* Medicina Alternativa de l'Université du Sri Lanka depuis 1983; Commandeur de l'Ordre National du Mali ; Chevalier

de l'Ordre National du Burkina-Faso; Officier de l'Ordre du Mérite du Niger; Chevalier de l'Ordre International des Palmes Académiques du CAMES (OIPA/CAMES); Prix du Président du Faso pour l'innovation et la recherche sur les plantes médicinales en 2012. La renommée internationale du Pr Koumaré n'est plus à démontrer. Une renommée qui s'est fait parallèlement à celle de son regretté «ami» le Pr Laurent Aké Assi. Sa rencontre avec celui que l'on surnomme « le génie de la brousse », ou encore « le génie de la forêt ivoirienne », a eu lieu, dans les années 80. Depuis, ils ne se sont plus quittés jusqu'à la disparition, en 2014, du Pr Aké Assi.

La phytothérapie... un secteur en difficulté

Au Mali, 7 médicaments traditionnels améliorés sont en vente dans les officines. Pourtant, le secteur est en proie à d'énormes difficultés. Selon le Pr Mamadou Koumaré, la première difficulté dans le domaine des médicaments traditionnels est liée au financement de la recherche. Au grand regret du président de

la Société malienne de Phytothérapie, la politique nationale pour la valorisation de la médecine traditionnelle adoptée depuis une dizaine d'années n'est toujours pas d'application effective.

A cette difficulté, il faut ajouter le manque de main d'œuvre dans le secteur de la recherche sur les médicaments traditionnels. « Les étudiants en pharmacie préfèrent d'autres spécialisations. Je m'étais débrouillé à avoir 10 stagiaires, ils sont tous partis », déplore l'octogénaire qui a dû vendre sa pharmacie pour mieux se vouer à ses activités de recherche. L'autre ennemi et non le moindre de l'ami des plantes, c'est le réchauffement climatique avec son corollaire qui est la disparition de certaines espèces. Pour y remédier, en mai 2017, avec le Parc National du Mali, les tradithérapeutes ont initié le projet: Nature et santé: savoirs thérapeutiques du Mali. L'un des volets de ce projet est la mise à disposition des guérisseurs traditionnels d'un jardin botanique pour les cultures des espèces menacées. Encore qu'il faut des hommes pour poursuivre cette œuvre.

SEMAINE EUROPÉENNE DE LA DIPLOMATIE CLIMATIQUE



DU 26 sept. 20
AU 7 oct. 19

À BAMAKO

#Climadiplo

#United4Climate

